



OBJET :

***MISE EN CONFORMITE DES FENETRES ET AUTRES EMBRASURES
CFP- Ternier Rénovation des façades et agrandissement du secrétariat***

***Mandat d'architecte en tant que planificateur général, phases SIA 31 à 61
selon le cahier des charges OCBA en annexe.
CFC n°691 Architecte***

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte internationale à un tour

CAHIER DES CHARGES

REFERENCE:

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES.....
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE.....



DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE : consultables et téléchargeables sur le site <http://www.simap.ch> ou par courrier ou courriel en format pdf.

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire
A1	Dossier d'appel d'offres	Pour information
B1	Dossier d'appel d'offres	A nous retourner remplie dans l'enveloppe offre
C1	3 Cahiers des charges	A nous retourner signé dans l'enveloppe offre
C2	Conditions générales	A nous retourner signé dans l'enveloppe offre
X	Annexes techniques (Plans + fiche de travaux connexes)	Pour information
P6	Egalité hommes/femmes	A nous retourner signé dans l'enveloppe attestations
R9	Personnes-clés	A nous retourner remplie dans l'enveloppe offre
	Etiquette d'attestation	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant les attestations
	Etiquette de soumission	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant l'offre

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- www.simap.ch (sous la rubrique « Informations Association simap.ch », page du canton de Genève : Loi et Règlement sur les marchés publics), page du canton de Genève, téléchargement des documents d'appel d'offres)

- **APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT**

L'OCBA organise un appel d'offre en procédure ouverte internationale à un tour pour la mise en conformité au standard HPE Reno des fenêtres et autres embrasures du bâtiment suivant:

- **CFP Ternier - Chemin Gérard-De-Ternier 18 – 1213 Petit-Lancy**



Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- Être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- Être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes et ingénieurs A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.



- **INFORMATIONS GENERALES**

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

ÉTAT DE GENÈVE

**Département des Infrastructures – (DI)
Office cantonal des bâtiments**

**Boulevard Saint-Georges 16 – CP 32
1211 Genève 8**

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Il s'agit d'un mandat d'architecte planificateur général dans le cadre de la mise en conformité au standard HPE Reno des fenêtres et autres embrasures des bâtiments de l'Etat de Genève cités ci-dessus.

Les aménagements et modifications prévus permettent de répondre aux exigences de l'article 56A du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses L 5 05.01 (RCI) quant à la qualité thermique de l'enveloppe des bâtiments pour une bonne performance énergétique.

2.2.2 Descriptif

L'architecte planificateur général débute son mandat par une évaluation des ressources techniques nécessaires afin de mener à bien ce projet (mandataires techniques CVCSE). Il rédige et publie et dépouille au nom du MO les appels d'offres marché public nécessaires à la constitution du groupe de mandataires selon ces besoins.

Il pilote ensuite les mandataires techniques et effectue ses prestations d'architecte planificateur général pour la mise en conformité des fenêtres et autres embrasures de la phase SIA 31 à la phase SIA 61. Crédit Embrasures.

En plus des prestations directement liées à la mise en conformité des fenêtres et autres embrasures, le mandataire aura également à charge la gestion des travaux suivants :

Travaux induits

Le changement d'une embrasure peut impacter des équipements de ventilation, climatisation ou de chauffage, voire les concepts en eux-mêmes. Déplacer / remplacer un équipement CV, c'est nécessairement intervenir sur les canalisations et les câblages électriques. C'est probablement aussi intervenir dans les faux plafonds, murs et planchers pouvant contenir eux-mêmes des polluants. Changer une embrasure peut aussi être l'occasion de revoir la surface vitrée pour l'adapter aux nouveaux besoins du local ou répondre à l'évolution des normes en matière



d'éclairage de postes de travail et d'enjeux en matière de santé au travail et d'environnement associé. Changer la dimension des ouvrants nécessite de se pencher sur les conflits mécaniques possibles avec l'environnement de l'embrasure.

Réaliser d'importants travaux dans un local ou sur un étage implique de se mettre en conformité avec les évolutions des normes et directives de toutes natures (techniques, sécuritaires, économiques, environnementales...). Les façades extérieures pourraient aussi être impactées, ne serait-ce que pour garantir l'isolation entre le bâti et l'embrasure tout en garantissant un bon aspect de la finition globale des travaux intérieurs et extérieurs.

Travaux connexes

Les projets du portefeuille "Embrasures" vont nécessairement se retrouver en interaction avec d'autres travaux menés par les différents organes de l'Etat de Genève. La coordination de ces opérations sera, dans le meilleur des cas, aboutie avant le début des travaux, mais il est possible que des interactions (techniques, financières, organisationnelles, politiques) s'ajoutent à la coordination en cours.

Le mandataire devra séparer dans sa comptabilité et facturation les différents crédits liés aux enveloppes budgétaires : embrasure, rénovation et transformation.

- Connexe OBA-232 - toiture salles de gym - **Crédit Rénovation**

Réfection totale de l'étanchéité de la toiture des salles de gymnastique de l'école. A ce jour plusieurs infiltrations d'eau en toiture ont été constatés.

- Connexe DIP-551- agrandissement secrétariat - **Crédit Transformation**

Transformation et agrandissement du secrétariat. Création d'un espace de travail et d'innovation.

- Connexe DIP-574- bureaux 3-4^{ème} - **Crédit Transformation**

Bâtiment D, 3^{ème} et 4^{ème} étage, exécution de deux ouvertures dans la maçonnerie pour la création de porte d'accès depuis le couloir dans les locaux concernés sans devoir passer par les salles de cours.

2.2.3 Programme

Données générales

En qualité d'architecte planificateur général, le mandataire sera chargé de planifier et gérer les interventions sur un ou plusieurs des bâtiments présentés. Les bâtiments restant bien entendu en activité, les travaux devront être effectués en coordination avec les utilisateurs. Dans ce cadre, une attention particulière sera apportée aux points suivants :

- Travaux à réaliser sur des bâtiments scolaires ce qui implique une fenêtre d'intervention très courte (vacances scolaires) et une tolérance très faible des utilisateurs aux nuisances.

Le mandataire devra prendre en compte dans son analyse et proposer à l'OCBA des solutions rationnelles et pragmatiques concernant :

- Les travaux de mise en conformité des embrasures.
- Les travaux induits par l'assainissement des embrasures.
- Les travaux connexes, définis au moment de la validation de la phase projet.
- Les travaux connexes supplémentaires qui feront l'objet de prestations séparées.

Les travaux de mise en conformité des embrasures et les travaux induits par l'assainissement des embrasures sont comptabilisés dans le **Crédit Embrasure**.

Les travaux connexes sont, comme vu dans le paragraphe 2.2.2, soit du crédit de rénovation, soit du crédit de transformation.

Planning général

Début du mandat : Avril 2022

Début de la réalisation : [Avril 2023](#)

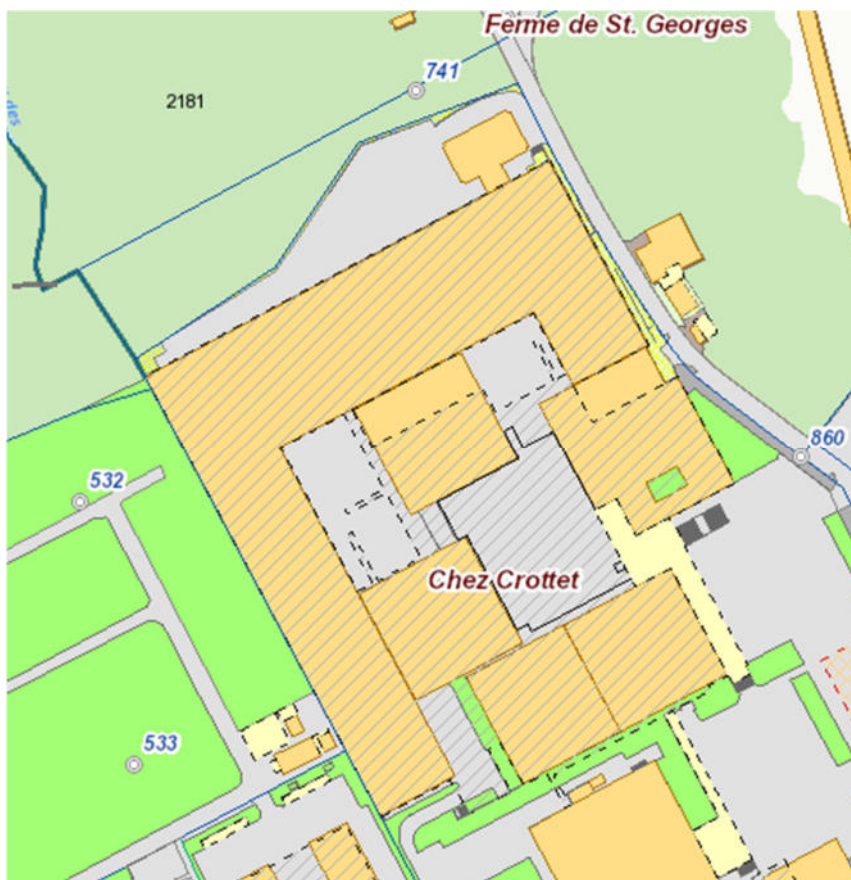
Fin des travaux : 2027

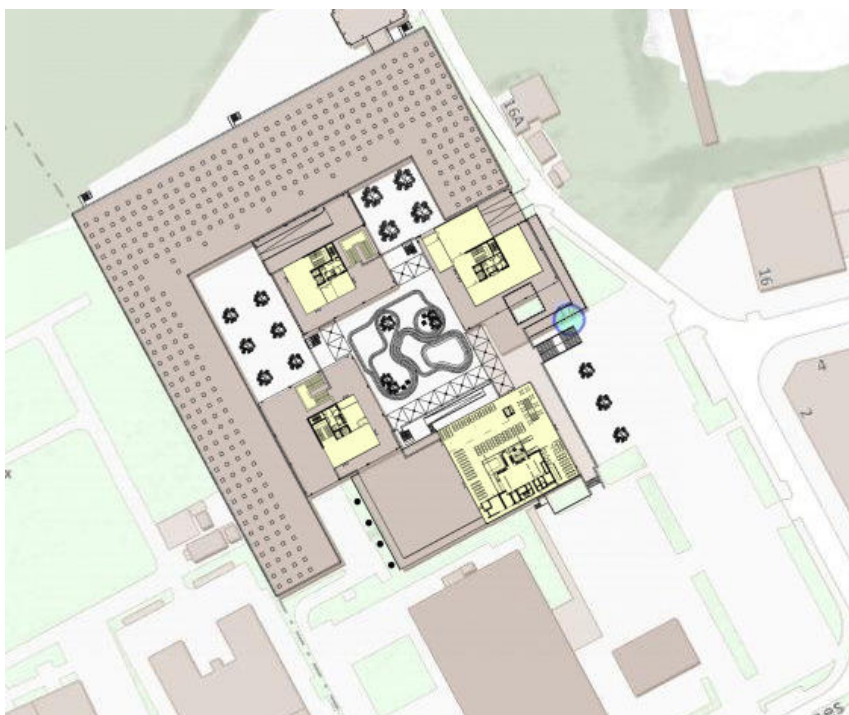
2.2.4 Situation foncière

Centre de formation Professionnel Ternier - CFPT

- Adresse : **Chemin Gérard-De-Ternier 18 – 1213 Petit-Lancy**







Lancy

Parcelle: 2850

Bâtiment GE: 31:A809

EGID: 1018792



Lancy

Parcelle: 31:2850

Bâtiment GE: 31:A812

EGID: 295074860

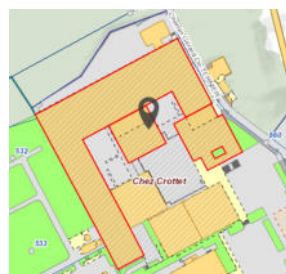


Lancy

Parcelle: 31:2850

Bâtiment GE: 31:A810

EGID: 295074858



Lancy

Parcelle: 31:2850

Bâtiment GE: 31:A811

EGID: 295074859



Lancy

Parcelle: 31:2850

Bâtiment GE: 31:A845

EGID: 295074913



Lancy

Parcelle: 31:2850

Bâtiment GE: 31:A808

EGID: 295074881



Nombres d'embrasures : 1'775

Surface : 10' 758.98 m2

Travaux connexes connus à ce jour :

- Toiture salles de gym - connexe OBA-232
- Agrandissement secrétariat - connexe DIP-551
- Bureaux 3-4ème - connexe DIP-574

Cf. fiches de demande de travaux ci-joint.

Montant des travaux connexes : environ 2'530'000.-

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Les bâtiments qui font l'objet de cet appel d'offre sont qualifiés d'éligibles à la rénovation par l'article 56A du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses L 5 05.01 (RCI) car ils dépassent les 3 W/m2K en moyenne sur leurs embrasures:

« Les embrasures en façade (vitrages, cadres de fenêtres, caissons de stores, etc.) donnant sur des locaux chauffés des constructions existantes doivent être adaptées de manière à offrir un coefficient de transmission thermique $k \leq 3.0 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ dans un délai de 20 ans dès l'entrée en vigueur de la présente disposition. »

Un édifice éligible n'est pas obligatoirement rénové à 100%. Les travaux sont ciblés selon les besoins, afin d'abaisser le coefficient de transmission thermique moyen tout en assurant une homogénéité esthétique pour le bâtiment. La stratégie d'intervention peut varier d'un objet à l'autre. L'ampleur des travaux induits (cf. 2.2.2.) peut



également fortement fluctuer. C'est pourquoi il n'existe pas aujourd'hui de chiffre consolidé sur le coût des travaux de chaque opération.

Ce chiffre devra être précisé par le mandataire dans le devis général en fin de phase 32.



2.2.6 Prestations du mandataire

Le marché correspond, d'une manière générale, et pour l'ensemble des domaines concernés, aux prestations décrites dans la norme SIA 102 pour les phases 31 à 61.

En référence à la SIA 102, les prestations de l'architecte à considérer dans l'offre à remettre par le soumissionnaire sont :

- Prestation 3.4 – Direction Générale du Projet
- Prestation 3.5 – Attribution des mandats et collaboration entre mandataires
- Prestation 3.6 – Gestion de la qualité
- Prestation 3.7 – Coordination des installations techniques

Le soumissionnaire fournit les prestations d'architecte complètes. Il est également chargé de l'évaluation des ressources techniques nécessaires et de la constitution du groupe de mandataires selon les besoins du projet (Cf 2.2.2).

Le soumissionnaire est le mandataire principal et le pilote de ce groupe de mandataires. Il élabore la stratégie d'intervention pour les embrasures, en fonction de leur typologie.

Les prestations demandées au mandataire principal sont décrites dans le cahier des charges sur la base de la norme SIA 102. Toutefois nous rendons ici attentif le soumissionnaire aux prestations spécifiques liées à l'exécution d'un mandat pour l'OCBA et détaillées dans le chapitre suivant (2.2.7).

- Se conformer aux procédures internes en utilisant notamment les documents types OCBA.
- Participer aux séances spécifiques à l'OCBA, notamment pour la coordination avec l'utilisateur (OCGC, OCAN, OCIRT).
- Maintenir et veiller au maintien de la nomenclature des différentes embrasures données par l'OCBA.

Au vu de l'incertitude liée au coût d'ouvrage (cf. 2.2.5), cet appel d'offres se base sur un nombre d'heures plafond type attribué à chaque [crédit](#).

Pour chaque phase SIA, le mandataire est invité à proposer un tarif horaire unique lui permettant d'effectuer l'ensemble de ses prestations.

Tranche ferme	Tranche conditionnelle	Tranche optionnelle
Phases 31-32-33	Phases 41-51-52-53	Phase 61

Le nombre d'heures allouées aux tranches conditionnelle et optionnelle, phases 41-51-52-53-61, devra être réévalué et ajusté en fonction du coût d'ouvrage effectif de chaque [crédit](#) calculé en phase 32 dans le devis général.

Chaque phase devra faire l'objet d'une approbation du MO pour son démarrage. Le MO se réserve le droit d'interrompre le projet à la fin de chacune des phases sans dédommagement particulier y compris à l'intérieur de la tranche ferme.

En cours de mandat, les travaux connexes et tous les autres travaux ayant un impact sur le site en question, pourront être amenée à évoluer selon les besoins de l'OCBA. Dans ce cas, l'autorité adjudicatrice pourra adjuger de gré-à-gré et dans le respect des règles de Marchés Publics, les mandats supplémentaires à l'un ou l'autre des mandataires adjudicataires, sur la base d'offres complémentaires établies selon les prix unitaires de l'offre de base.



2.2.7 La gestion de projet à l'OCBA

L'OCBA a développé un référentiel de management de projets nommé « GPR », Gouvernance des Projets.¹ L'ensemble des processus, procédures et documents associés sont accessibles en ligne sur la plateforme « Optimiso » de l'Etat de Genève.

La gouvernance des projets (GPR) est un processus stratégique et opérationnel orienté résultats qui tient compte des contraintes opérationnelles, qualitatives, financières, réglementaires, des risques et de l'exploitation future des bâtiments.

Il est structuré en phases selon la norme SIA 112 avec des spécificités de l'Etat de Genève. Les rôles et responsabilités sont décrites sous forme de PRACI (Pilote, Responsable, Acteurs, Consultés, Informés).

L'utilisation de la GPR accroît la transparence des projets, l'efficacité des équipes et la transversalité. Elle aide aussi au management du portefeuille des projets et aux décisions de la direction. Enfin, elle vise une démarche proactive, favorisant la détection des problèmes le plus en amont possible, accroissant l'optimisation des ressources de l'Etat et l'efficacité globale du projet.

La GRP est un référentiel complet conçu pour s'adapter aux nombreuses situations rencontrées par l'OCBA et la DIE dans le cadre des projets et autres activités menées. Tout comme pour d'autres référentiels de management de projet (Hermès ou PMP par exemple), son usage nécessite une bonne compréhension des démarches de gestion de projet pour choisir, parmi tous les outils proposés, ceux qui seront adaptés à la situation et dont l'usage sera efficient.

Le mandataire principal suivra les consignes de l'AMO+ tout en étant force de proposition, afin d'utiliser les outils adaptés aux caractéristiques d'un projet et ses risques associés.

Il maintiendra la nomenclature des différentes embrasures des bâtiments fournis par l'OCBA afin de garantir des échanges d'informations efficaces. Il veillera également à ce que les autres mandataires techniques fassent de même.

En préparation à la réception des travaux le mandataire sera chargé de remplir une base de données, fournie par l'OCBA, pour permettre le suivi de l'assainissement du bâtiment.

Le mandataire organisera son travail et son suivi par EGID.

¹ GPR : <http://outil.ge.ch/directivesoba/html/processes-tabs.html?id=26810#tab=%7B2190835a-23f4-4c23-ae08-9c95deee35%7D>



2.2.7 Délais

Date de la publication officielle	06.10.2021
Délai pour le dépôt des questions des candidats (<i>sur le site SIMAP.CH</i>)	22.10.2021
Délai pour le dépôt des dossiers (<i>le cachet postal ne fait pas foi</i>)	16.11.2021
Date envisagée au plus tard pour la décision d'adjudication	09.02.2022
Date envisagée pour la signature du contrat et le démarrage du mandat	28.03.2022

- **CONDITIONS DE PARTICIPATION**

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : 16.11.2021

auprès du

Département des infrastructures
Office cantonal des bâtiments

par la poste

Case postale 32, 1211 Genève 8

Ou

en personne

Saint-Georges Center
boulevard Saint-Georges 16, 1205 Genève
à la réception de l'office des bâtiments, du lundi au vendredi
de 8:30 à 12:00 et de 14:00 à 16:30

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé, muni des étiquettes jointes en annexe.**

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier et sous format électronique en un exemplaire (1 enveloppe attestations + 1 enveloppe offre).

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est



considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis de l'étiquette en annexe.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Inscription et demande du dossier

☒ Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont



été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.8 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
CSD Ingénieurs SA	Bureau d'appui à Maitrise d'Ouvrage AMO+

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.



3.10 Association de bureaux

- ☒ L'association de bureau n'est pas admise
- ☐ L'association de bureau est admise (2 bureaux maximum)

3.11 Sous-traitance

- ☒ La sous-traitance n'est pas admise
- ☐ La sous-traitance est admise, mais ne doit pas dépasser le% du marché.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation

- ☒ L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité
- ☐ L'élaboration du dossier donne droit une indemnité de CHF.....



3.18 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

• EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94: **OUI**
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 : **OUI**;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- la Loi cantonale d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur



ordre de l'autorité judiciaire ;

- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

22.10.2021

auprès de

- ☒ www.simap.ch / lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics. Entrer code d'accès et aller sur l'onglet "questions sur l'appel d'offres" puis aller sur "poser une question"

- ☐ Courrier ou courriel adressé à :
Département des Infrastructures
Office cantonal des bâtiments
16, bd Saint-Georges
Case postale 32
1211 Geneve 8
Contact :
Email :

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, soit par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

- ☐ Une séance d'information et/ou visite du site sera organisée le.....à.....
- ☒ Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.



4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Le procès-verbal peut être obtenu uniquement sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, au plus tôt 10 jours après la date de retour des offres.

4.6 Audition des candidats

☐ Une audition des candidats sera organisée le à.....

☒ Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
<i>Compréhension de la problématique</i>	25 %
<i>Références du candidat</i>	25 %
<i>Organisation du candidat</i>	25 %
<i>Qualité économique globale de l'offre</i>	20 %
<i>Formation dispensée par le candidat</i>	5 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le



contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la **méthode linéaire**, avec la formule suivante:

$$\text{Note du candidat} = 5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$$

H offerts : montant des honoraires offerts en francs

H min. : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue

H. moyen : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

Non noté.

4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / Fonction /profession	Suppléant
M.REIS MENINO Tiago	DI, Architecte Spécialisé	M.BAUR Eric
Mme BABEL Samantha	DI, Acheteuse spéc. marchés publics	Mme GENCY Frédérique
Mme JOUSSON Clara	DI, Cheffe de projets DRT	M.ROSET Cédric
M. DEBONS Maurice	AMO+, CSD Ingénieurs	Mme PARODI Julie

4.13 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.



4.14 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative de la Cour de Justice dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.



Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le contrat sera établi conformément aux modèles de contrat de mandat et aux conditions générales du contrat de mandat de l'OCBA. Subsidiairement les clauses du règlement SIA 102, 103, 108, etc. sont applicables.